



Le 30 septembre 2022

**PROCES-VERBAL
SEANCE PUBLIQUE ORDINAIRE
CONSEIL MUNICIPAL
MARDI 27 SEPTEMBRE 2022**

En raison de la crise sanitaire, le gouvernement avait largement modifié les règles qui régissaient la réunion des organes délibérants des collectivités locales.

Le 1^{er} octobre 2021, les règles dérogatoires avaient pris fin permettant aux organes délibérants de se réunir dans les conditions du droit commun.

Mais, depuis la promulgation de la loi n° 2021-1465 du 10 novembre 2021 portant diverses dispositions de vigilance sanitaire, les mesures dérogatoires concernant les réunions des organes délibérants étaient de nouveau en vigueur jusqu'au 31 juillet 2022.

La loi sanitaire du 30 juillet 2022 a mis fin aux dispositions du Code de la Santé Publique relatives à l'état d'urgence sanitaire ainsi qu'au régime de gestion de la crise sanitaire instauré par la loi du 31 mai 2021.

Ainsi, depuis le 1^{er} août 2022, les Conseils Municipaux se déroulent en mairie et les séances sont publiques.

Le quorum est de nouveau fixé à la moitié des membres présents, comme l'exige le droit commun, et chaque élu ne peut disposer que d'un seul pouvoir.

Le Conseil Municipal s'est réuni en séance publique ordinaire le mardi 27 septembre 2022 à 18 h 30, sous la Présidence d'Éric PEYRON, Maire.

Le nombre des conseillers en exercice, au jour de la séance, était de **29** sur lesquels il y avait **20** membres présents, à savoir :

MM. PEYRON Eric - PRALAS Serge – GODOT Robert- FADHLOUN BARBOURA Itidal (1) - GENESTE Jacky - PLOTTON Françoise - BEN TAÏEB Karim - DIAT Marie-Thérèse - PILATO Anne - BARROSO Martine - CHELBI Habib - SAUNIER Marlène - SECCO Patricia - VILLARD Xavier - DIALLO Daouda - LACOTE Clément - BARRIQUAND Bruno - ROUCHON Marie-Laure - CATHELAND Gérard - MICHAUD Pascal

(1) Itidal FADHLOUN BARBOURA arrivée à 18 h 37 après l'approbation du procès-verbal de la séance du 5 juillet 2022

Absents excusés avec pouvoir : **VIGOGNE Ambre - PEGON Arnaud**

Absents sans pouvoir : **BERNARD Valérie (1) – DION Maurice - LAVIGNOTTE Serge - FORESTIER Nathalie - MAHMOUDI Nassera - GAYA Patrick - VIEILLY Charlotte**

- (1) Valérie BERNARD est absente excusée sans pouvoir ce soir. Suite à une situation interne en cours de traitement, Mme BERNARD, Adjointe au Maire, se met temporairement en retrait dans le cadre de sa participation à certaines instances dont le Conseil Municipal de ce soir.

Secrétaire élu(e) pour la durée de la séance : **Robert GODOT**

A l'ouverture de la séance, M. Le Président a déposé sur le bureau de l'Assemblée, le pouvoir écrit donné à un collègue par les Conseillers Municipaux empêchés d'assister à la séance, de voter en leur nom, par application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales.

NOMS DES MANDANTS	NOMS DES MANDATAIRES
VIGOGNE Ambre	DIALLO Daouda
PEGON Arnaud	GENESTE Jacky

Le Conseil Municipal a donné acte de ce dépôt.

Chaque élu a été destinataire du procès-verbal de la réunion du 5 juillet 2022. Il est adopté à l'unanimité, sans observation particulière.

ADMINISTRATION GENERALE

1. RAPPORT DECISIONS MUNICIPALES PRISES PAR LE MAIRE DEPUIS LA CONVOCATION A LA SEANCE DU 5 JUILLET 2022 EN VERTU DE L'ARTICLE L 2122-22 DU CODE GENERAL DES COLLECTIVITES TERRITORIALES (Rapporteur : Serge PRALAS)

Par délibération du 28 mai 2020, le Conseil Municipal a accordé à Monsieur Le Maire, et aux Adjointes en cas d'absence ou d'empêchement du Maire, une délégation de pouvoirs en vertu de l'article L 2122-22 du Code Général des Collectivités Territoriales (CGCT).

Depuis la convocation à la séance du Conseil Municipal du 5 juillet 2022, M. Le Maire a pris les décisions municipales suivantes :

MARCHES PUBLICS

DECISION MUNICIPALE N° 2022-49

MAINTENANCE LOGICIELS SIECLE AEC/SIECLE COMEDEC/SIECLE (GESTION ETAT-CIVIL) /SIECLE IMAGE/AVENIR RCO/AVENIR
APPROBATION AVENANT N° 1 AVEC LA SOCIETE LOGITUD SOLUTIONS

DECISION MUNICIPALE N° 2022-50

MAINTENANCE LOGICIEL MENSURA - APPROBATION CONTRAT AVEC LA SOCIETE GEOMENSURA

DECISION MUNICIPALE N° 2022-51

SERVICE SERRURERIE - LOCATION BOUTEILLES D'ACETYLENE, D'OXYGENE ET D'ARGON/CO2 - APPROBATION CONTRAT DE FOURNITURE DE GAZ INDUSTRIELS CONDITIONNES AVEC LE DEPOSITAIRE ROANNE GAZ INDUSTRIES

DECISION MUNICIPALE N° 2022-60
PROGRAMMATION CULTURELLE 2022 - APPROBATION DIVERS
CONTRATS DE CESSION

DECISION MUNICIPALE N° 2022 - 62
MISSION D'ASSISTANCE A MAÎTRISE D'OUVRAGE POUR LA MODIFICATION DU PLAN
LOCAL D'URBANISME (P.L.U) DE LA VILLE DE MABLY
APPROBATION DU MARCHE AVEC LA SARL OXYRIA

DIVERS

DECISION MUNICIPALE N° 2022-48
ALIENATION D'UN VEHICULE A UN PARTICULIER

DECISION MUNICIPALE N° 2022-52
ALIENATION D'UNE SCIE A COUPER LES METAUX A UN PARTICULIER

DECISION MUNICIPALE N° 2022-53
ALIENATION D'UNE TONDEUSE DE MARQUE TORO A UN PARTICULIER

DECISION MUNICIPALE N° 2022-54
ALIENATION D'UN TOURET A MEULER A UN PARTICULIER

DECISION MUNICIPALE N° 2022-55
ALIENATION D'UN TOURET A MEULER A UN PARTICULIER

DECISION MUNICIPALE N° 2022-56
ALIENATION D'UN KARCHER A EAU CHAUDE A UN PARTICULIER

DECISION MUNICIPALE N° 2022-57
ALIENATION D'UN KARCHER A EAU FROIDE A UN PARTICULIER

DECISION MUNICIPALE N° 2022-58
ALIENATION D'UNE PLAQUE VIBRANTE A UN PARTICULIER

DECISION MUNICIPALE N° 2022-59
ALIENATION D'UNE SCIE A RUBAN A UN PARTICULIER

DECISION MUNICIPALE N° 2022-61
LOCATION D'UN APPARTEMENT COMMUNAL SITUE 67 ROUTE DE PARIS
A MABLY- APPROBATION AVENANT N° 3 AU BAIL D'HABITATION

DECISION MUNICIPALE N° 2022-63
LOCATION BATIMENT COMMUNAL SITUE 40 RUE JEAN BAILLY A MABLY
APPROBATION BAIL CIVIL AVEC LA FONDATION « ŒUVRE DES VILLAGES
D'ENFANTS » (OVE)

DECISION MUNICIPALE N° 2022-64
CONCESSION NOUVELLE DE 30 ANNEES AU CIMETIERE DE MABLY
N° D19/2022-6

DECISION MUNICIPALE N° 2022-65
RENOUVELLEMENT CONCESSION DE 30 ANNEES AU CIMETIERE
DE MABLY N° EB10/2022-5

DECISION MUNICIPALE N° 2022-66
REALISATION D'UN EMPRUNT DE DEUX MILLIONS D'EUROS (2 000 000,00 €) AUPRES DE LA
BANQUE POSTALE

Concernant le matériel du CTM qui a été vendu, M. BARRIQUAND souhaite savoir tout a été vendu à la même personne. M. PRALAS lui explique qu'il y a plusieurs acheteurs et que tout n'a pas été vendu. M. le Maire ajoute que la commune a d'abord proposé en interne au personnel communal avant toute éventuelle démarche auprès du grand public.

Le Conseil Municipal prend acte de la présentation des décisions municipales détaillées ci-dessus.

2. MODIFICATION COMPOSITION DES COMMISSIONS MUNICIPALES PERMANENTES ET GROUPES DE TRAVAIL (Rapporteur : Eric PEYRON)

Par délibération du 8 juillet 2020, modifiée par les délibérations des 25 septembre 2020, 6 novembre 2020, 26 mars 2021, 2 juillet 2021 et 15 décembre 2021, le Conseil Municipal a procédé à la constitution et mise à jour de commissions municipales permanentes et de groupes de travail chargés d'étudier les questions soumises au Conseil, conformément à l'article L 2121-22 du Code Général des Collectivités Territoriales.

COMMISSION	PRESIDENCE VICE- PRESIDENCE	MEMBRES
Commission Ressources (Finances - Ressources Humaines)	<u>E. PEYRON</u> (Maire)	Karim BEN TAÏEB - Daouda DIALLO - Maurice DION - Patrick GAYA - Robert GODOT - Serge PRALAS - Ambre VIGOGNE - Bruno BARRIQUAND
Commission Urbanisme - Habitat - Développement urbain - Aménagement du territoire	<u>S. PRALAS</u> (1er Adjoint)	Karim BEN TAÏEB - Habib CHELBI - Daouda DIALLO - Marie-Thérèse DIAT Maurice DION - Jacky GENESTE - Robert GODOT - Marie Laure ROUCHON - Bruno BARRIQUAND - Pascal MICHAUD
Commission Education - Restauration scolaire	<u>A. VIGOGNE</u> (2ème Adjointe)	Martine BARROSO - Daouda DIALLO - Itidal FADHLOUN - Françoise PLOTTON - Patricia SECCO - Charlotte VIEILLY - Nassera MAHMOUDI
Commission Voirie - Patrimoine - Sécurité ERP - Accessibilité - Développement économique	<u>R. GODOT</u> (3ème Adjoint)	Martine BARROSO - Patrick GAYA - Jacky GENESTE - Serge PRALAS - Ambre VIGOGNE - Xavier VILLARD - Clément LACOTE - Gérard CATHELAND

Commission Cohésion sociale Enfance Jeunesse - Solidarité Lutte contre les discriminations - CCAS	<u>I. FADHLOUN</u> <i>(4ème Adjointe)</i>	Martine BARROSO - Valérie BERNARD - Habib CHELBI - Marie- Thérèse DIAT - Nathalie FORESTIER - Anne PILATO - Marlène SAUNIER - Serge LAVIGNOTTE - Arnaud PEGON Nassera MAHMOUDI - Charlotte VIEILLY
Commission Développement Durable - Agenda 2030 - Agriculture - Tourisme	<u>J. GENESTE</u> <i>(5ème Adjoint)</i>	Valérie BERNARD - Maurice DION - Itidal FADHLOUN - Arnaud PEGON - Serge PRALAS - Marlène SAUNIER - Nassera MAHMOUDI - Gérard CATHELAND
Commission Développement culturel - Relations Internationales - Communication	<u>F. PLOTTON</u> <i>(6ème Adjointe)</i>	Habib CHELBI - Marie-Thérèse DIAT - Nathalie FORESTIER - Patrick GAYA - Robert GODOT - Patricia SECCO - Xavier VILLARD - Clément LACOTE
Commission Développement de la vie et des relations associatives	<u>K. BEN TAÏEB</u> <i>(7ème Adjoint)</i>	Habib CHELBI - Robert GODOT - Serge PRALAS - Patricia SECCO - Valérie BERNARD - Nassera MAHMOUDI
Commission Démocratie Participative - Formation des Elus	<u>V. BERNARD</u> <i>(8ème Adjointe)</i>	Karim BEN TAÏEB - Jacky GENESTE - Itidal FADHLOUN - Xavier VILLARD - Ambre VIGOGNE

GROUPES DE TRAVAIL

Groupe de travail Médiation Prévention - Sécurité Publique - Groupe Partenarial Opérationnel (GPO)	<u>H. CHELBI</u> <i>(Conseiller Municipal Délégué)</i>	Martine BARROSO - Jacky GENESTE Robert GODOT - Arnaud PEGON - Xavier VILLARD - Itidal FADHLOUN Bruno BARRIQUAND
Groupe de travail Développement des politiques gérontologiques	<u>A. PILATO</u> <i>(Conseillère Municipale Déléguée)</i>	Nathalie FORESTIER - Marlène SAUNIER - Patricia SECCO - Itidal FADHLOUN
Groupe de travail Ressources Humaines	<u>D. DIALLO</u> <i>(Conseiller Municipal Délégué)</i>	Karim BEN TAÏEB - Maurice DION - Patrick GAYA - Robert GODOT - Serge PRALAS - Ambre VIGOGNE - Valérie BERNARD

Suite à la demande de Mme Marie-Thérèse DIAT de rejoindre le groupe de travail « Médiation - Prévention - Sécurité publique - Groupe Partenarial Opérationnel (GPO) », M. CHELBI propose de l'intégrer dans ledit groupe de travail. Il est donc modifié comme suit :

Groupe de travail Médiation Prévention - Sécurité Publique - Groupe Partenarial Opérationnel (GPO)	<p style="text-align: center;"><u>H. CHELBI</u> (Conseiller Municipal Délégué)</p>	Martine BARROSO - Jacky GENESTE Robert GODOT - Arnaud PEGON - Xavier VILLARD - Itidal FADHLOUN Marie-Thérèse DIAT - Bruno BARRIQUAND
---	---	--

A l'unanimité, le Conseil Municipal :

PROCEDE à la modification de la composition du groupe de travail « « Médiation - Prévention - Sécurité publique - Groupe Partenarial Opérationnel (GPO) » en y intégrant Mme Marie-Thérèse DIAT

COMMANDE PUBLIQUE

3. DELEGATION DE SERVICE PUBLIC CHAMBRE FUNERAIRE DE MABLY – PRESENTATION DU RAPPORT D'ACTIVITE 2021 DU DELEGATAIRE OGF (Rapporteur : Serge PRALAS)

Par délibération en date du 10 juillet 2019, le Conseil Municipal s'est prononcé favorablement sur le principe de la Délégation de Service Public pour la gestion et l'exploitation de son funérarium et a autorisé M. le Maire à engager une procédure de publicité et de mise en concurrence conformément à la réglementation en vigueur.

Par délibération en date du 27 novembre 2020, le Conseil Municipal a approuvé le choix du délégataire à savoir la société Omnium de Gestion et de Financement (OGF) pour la gestion et l'exploitation du funérarium de la commune de Mably ainsi que la convention de Délégation de Service Public établie pour une durée de 5 ans et 5 jours, à compter du 27 décembre 2020.

Dans le cadre de la réglementation sur les Délégations de Service Public (article L 1411-3 du Code Général des Collectivités Territoriales modifié suite à l'Ordonnance n° 2018-1074 du 26 novembre 2018, et plus particulièrement à son article 6, et à l'article L 3131-5 du Code de la Commande Publique), il est prévu que le concessionnaire présente, chaque année, à l'autorité délégante un rapport comportant notamment les comptes retraçant la totalité des opérations afférentes à l'exécution du contrat de concession et une analyse de la qualité des ouvrages ou des services. Lorsque la gestion d'un service public est déléguée, ce rapport permet, en outre, d'apprécier les conditions d'exécution du service public. Dès communication, l'examen de ce rapport est mis à l'ordre du jour de la plus prochaine réunion de l'assemblée délibérante qui en prend acte.

C'est ainsi que le délégataire OGF a fourni son rapport d'activité pour l'année 2021, le 20 juin 2022 dernier.

M. PRALAS précise que le résultat net pour 2021 s'élève à 18 384,34 euros pour 171 admissions (contre 183 admissions en 2020). Les installations sont contrôlées par Veritas et tout est conforme.

Le Conseil Municipal prend acte de la présentation du compte rendu annuel d'activité 2021 du funérarium de Mably, conformément au contrat de Délégation de Service Public avec OGF.

4. REQUALIFICATION URBAINE QUARTIER NOYON – TROYON (Rapporteur : Eric PEYRON)

4.1 RESILIATION MARCHE DE MAITRISE D'ŒUVRE POUR MOTIF D'INTERET GENERAL

Par délibération n° 5 du 20 septembre 2019, l'assemblée délibérante a approuvé l'attribution du marché de maîtrise d'œuvre avec un groupement d'opérateurs, dont le mandataire est la Sarl Bertrand FEINTE architectes, sise 46 chemin du Clos Collinot - 69300 CALUIRE, pour un forfait provisoire de 96 000.00 € HT, soit 6.40 % du montant de l'enveloppe prévisionnelle affectée aux travaux estimés à 1 500 000.00 € HT pour la commune de Mably. Le contenu de la mission portait sur les éléments suivants :

✓ Etudes Préliminaires :	9 600.00
✓ Etudes d'Avant-Projet Sommaire (APS) :	9 600.00
✓ Etudes d'Avant-Projet Définitif (APD) :	12 480.00
✓ Etudes de projet (PRO) :	14 400.00
✓ Etudes d'exécution (EXE) :	14 400.00
✓ Assistance pour la passation des Contrats de Travaux (ACT) :	9 600.00
✓ Direction de l'Exécution des contrats de Travaux (DET) :	19 200.00
✓ Ordonnancement coordination et Pilotage du Chantier (OPC) :	1 920.00
✓ Assistance apportée au maître de l'ouvrage lors des Opérations de Réception (AOR) :	4 800.00

Par délibération n° 14 du 6 novembre 2020, l'assemblée délibérante a approuvé l'avenant n° 1 fixant l'enveloppe financière affectée aux travaux pour un montant de 1 700 000.00 € HT, après études APD et a fixé le montant définitif de la mission de maîtrise d'œuvre pour un montant de 108 800.00 € HT décomposé comme suit :

✓ Etudes Préliminaires :	10 880.00
✓ Etudes d'Avant-Projet Sommaire (APS) :	10 880.00
✓ Etudes d'Avant-Projet Définitif (APD) :	14 144.00
✓ Etudes de projet (PRO) :	16 320.00
✓ Etudes d'exécution (EXE) :	16 320.00
✓ Assistance pour la passation des Contrats de Travaux (ACT) :	10 880.00
✓ Direction de l'Exécution des contrats de Travaux (DET) :	21 760.00
✓ Ordonnancement coordination et Pilotage du Chantier (OPC) :	2 176.00
✓ Assistance apportée au maître de l'ouvrage lors des Opérations de Réception (AOR) :	5 440.00

Au vu de l'évolution du projet, une mission complémentaire « Loi sur l'eau » a été confiée à la maîtrise d'œuvre pour un montant de 6 000.00 € HT.

Par délibération n° 6 du 5 juillet 2022, l'assemblée délibérante a décidé de diminuer sa participation financière, dans le projet de renouvellement urbain du quartier Noyon/Troyon, à hauteur de 350 000.00 € TTC dont restant à échoir 33 600.00 € TTC en 2022, 84 000.00 € TTC en 2023 et 119 875.00 € TTC en 2024, prenant ainsi en considération la prospective budgétaire et financière présentée à l'occasion des orientations budgétaires 2022.

En raison de la dégradation de la situation financière, la commune de Mably se trouve dans l'incapacité de mener et financer un programme de travaux, dans le cadre de ce projet, à hauteur de 1 700 000.00 € HT tel qu'approuvé précédemment.

Le code de la Commande Publique prévoit la possibilité de résilier un marché au titre de l'intérêt général (art. L 6, 5° et L 2195-3).

Ainsi, il apparaît nécessaire, au titre de l'intérêt général, d'abandonner le projet de requalification urbaine du quartier Noyon/Troyon, tel que le prévoit l'APD, et dans ce cadre de ne pas poursuivre l'exécution du marché de maîtrise d'œuvre qui lie la commune à la Sarl Bertrand FEINTE architectes, mandataire et de fait de procéder à sa résiliation.

Conformément aux articles n° 20 du CCAG PI 2009 et 24.2 du CCAP, lorsque les prestations sont scindées en plusieurs parties techniques à exécuter distinctement, le pouvoir adjudicateur peut de sa propre initiative ne pas poursuivre l'exécution des prestations.

A ce jour, l'état d'exécution des prestations confiées à la Sarl Bertrand FEINTE architectes est le suivant :

- Réalisées en totalité : études préliminaires, études d'Avant-Projet Sommaire (APS), études d'Avant-Projet Définitif (APD), études de projet (PRO), études d'exécution (EXE), mission complémentaire « Loi sur l'eau » ;
- Réalisée partiellement : Assistance pour la passation des Contrats de Travaux (ACT), Conformément à l'article 5.1.3 du CCAP portant sur le paiement des acomptes au vu des prestations réalisées, exécutées, la prestation a été réglée à 60 % après la réception du dossier de consultation des entreprises ;
- Non initiées : Direction de l'Exécution des contrats de Travaux (DET), Ordonnancement coordination et Pilotage du Chantier (OPC), Assistance apportée au maître de l'ouvrage lors des Opérations de Réception (AOR).

Concernant les droits de propriété, il est précisé qu'au regard des éléments de missions déjà réalisés, la propriété artistique s'effectuera conformément à l'article 24.5 du CCAP qui prévoit que « la collectivité pourra réutiliser les résultats des travaux de maîtrise d'œuvre réalisés (plans, relevés, constat rapport...), à l'exclusion de toute utilisation à titre commercial et de toute création artistique. Le titulaire pourra également utiliser les travaux qu'il a effectués pour le compte de la commune ».

M. le Maire rappelle qu'il s'agit d'une baisse de la participation de la commune à 350 000 euros TTC.

A la majorité par 20 voix pour et 2 abstentions (MM. BARRIQUAND et CATHELAND), le Conseil Municipal :

- **DECIDE** la résiliation pour motif d'intérêt général du contrat de maîtrise d'œuvre avec le groupement dont le mandataire est la Sarl Bertrand FEINTE sise 46 chemin du Clos Collinot - 69300 CALUIRE, conformément aux articles L 6, 5° et L 2195-3 du code de la Commande Publique
- **AUTORISE** Monsieur le Maire à établir le décompte de résiliation, conformément aux modalités de calcul définie à l'article 34 du CCAG PI 2009 (*en vigueur lors du lancement de la consultation*) et à le notifier au titulaire du marché. La date effective de résiliation retenue sera fixée dans la décision de résiliation
- **AUTORISE** Monsieur le Maire ou son représentant à signer toutes les pièces afférentes à ladite résiliation.

4.2 RETRAIT CONVENTION DU GROUPEMENT DE COMMANDES AVEC OPHEOR

Par délibération n° 14 du 12 décembre 2018, l'assemblée délibérante a approuvé la constitution d'un groupement de commandes afin d'opérer un choix commun d'une maîtrise d'œuvre pour la réalisation du projet de renouvellement urbain Noyon/Troyon.

L'article 3 de la convention précise que le groupement est conclu pour une durée, allant jusqu'à la date de fin du marché de maîtrise d'œuvre architecturale, pour la requalification urbaine du quartier de Noyon/Troyon à Mably.

Par délibérations n° 5 du 20 septembre 2019 et n° 14 du 6 novembre 2020, l'assemblée délibérante a attribué le marché de maîtrise d'œuvre (commun) à un groupement dont la Sarl Bertrand FEINTE architectes sise, 46 chemin du Clos Collinot - 69300 CALUIRE est mandataire et a approuvé l'avenant n° 1 fixant l'enveloppe financière affectée aux travaux.

Par délibération n° 4 du 27 septembre 2022, la ville de Mably a décidé de résilier pour motif d'intérêt général le contrat de maîtrise d'œuvre passé avec le groupement dont le mandataire est la Sarl FEINTE.

Il convient par conséquent que la commune de Mably se retire du groupement de commandes, suivant les dispositions de l'article 2.2.1 de ladite convention.

M. le Maire précise que ce point est la conséquence de la délibération précédente. La commune interviendra donc sur ce quartier à la mesure de ses moyens et non pas à hauteur de 1 700 000 euros. Elle ne fera pas d'aménagements qui risqueraient d'être dégradés par des travaux futurs et, en tout état de cause, les aménagements qui seront réalisés le seront en interne par les services municipaux.

M. BARRIQUAND souhaiterait participer aux réflexions sur les coûts et les choix d'aménagements qui vont être faits. M. le Maire valide la participation de M. BARRIQUAND au groupe de travail qui sera créé.

A la majorité par 20 voix pour et 2 abstentions (MM. BARRIQUAND et CATHELAND), le Conseil Municipal :

- **DECIDE** le retrait de la ville de Mably du groupement de commandes, passé avec OPHEOR, dans le cadre d'une maîtrise d'œuvre commune pour la requalification urbaine du quartier de Noyon/Troyon
- **AUTORISE** Monsieur le Maire ou son représentant à régler, conformément à l'article 2.2.1 de la convention constitutive du groupement, les conséquences juridiques et financières de ce retrait et à signer tous les actes et documents à intervenir à ce titre.

5. REHABILITATION ET EXTENSION DU CENTRE OMNISPORTS PAUL DESROCHES – APPROBATION AVENANTS AU MARCHE ALLOTI DE TRAVAUX (Rapporteur : Robert GODOT)

Par délibération n° 12 du 7 mai 2021, l'assemblée délibérante a approuvé le marché alloti avec les entreprises retenues afin d'effectuer les travaux de réhabilitation et extension du centre Omnisports Paul DESROCHES, comprenant 19 lots.

Par délibération n° 8 du 25 février 2022, il a été approuvé des avenants au marché, concernant les lots suivants :

- N° 2 Gros Œuvre pour un montant de + 6 590.10 € HT ;
- N° 7 Etanchéité zinguerie pour un montant de - 5 929.81 € HT ;
- N° 8 Menuiserie Aluminium pour un montant de + 1 050.00 € HT ;
- N° 12 Carrelage Faïences pour un montant de + 1 471.73 € HT ;
- N° 17 Electricité pour un montant de + 4 052.36 € HT.

Compte tenu de l'avancée du chantier, il est nécessaire de modifier certaines prestations à réaliser dans la perspective de la fin des travaux.

Dans ce cadre, le Maître d'Œuvre (Moe) a établi des projets d'avenants (premier à second suivant le cas)

aux marchés de travaux suivants :

- **Lot n° 1 VRD Espaces verts**

Titulaire : EUROVIA DALA - 348 Avenue Charles de Gaulle - 42153 RIORGES.

- Modifications suite aléas de chantier (+ **2 875.16 € HT révisables**) :
 - Construction d'un muret ;
 - Suppression d'un géotextile prévu sous voirie ;
 - Tranchées, fourreaux, câbles pour réalimentation éclairage public existant (plans de recollement SIEL erronés).
- Modification pour adaptation de chantier selon demande du Maître d'Œuvre (- **2 579.25 € HT révisables + 2 882.00 € HT non révisables**) :
 - Abatage d'un arbre supplémentaire ;
 - Prolongement d'un muret ;
 - Suppression d'un caniveau prévu sur le parvis sud ;
 - Modification aménagement parvis sud (bordures, dalles sur plots, bandes gravillonnées, regards et grilles pour ventilation) ;
 - Modification des revêtements de surface (dépose et repose des pavés existants et béton prévu balayé remplacé par du béton désactivé, ajout de caniveaux) ;
 - Suppression de l'entretien des espaces verts créés prévu dans le marché ;
 - Prolongation et continuité mains courantes sur palier escalier du parvis sud.
- Modification pour adaptation de chantier selon demande du Maître d'ouvrage (- **505.20 € HT révisables + 1 155.00 € HT non révisables**) :
 - Complément d'éclairage extérieur sur le cheminement en façade ouest ;
 - Modification des prestations d'espaces verts prévus au marché ;
 - Suppression du STOP prévu au marché réalisé lors de l'aménagement de la rue Pablo NERUDA.

(Soit des modifications pour + 3 827.71 € HT).

Le marché se trouve ainsi modifié :

Montant du marché initial : 169 759.90 € HT

Proposition d'avenant n° 1 : + **3 827.71 € HT**

Montant du marché rectifié : 173 587.61 € HT

- **Lot n° 2 Gros œuvre**

Titulaire : Sas CARBON LAMBERT - ZI D LA Chanlat - 42510 BALBIGNY

- Modifications suite aléas de chantier (+ **551.00 € HT non révisables**) :
 - Reprise d'une tête de mur sur le parvis sud ;
 - Chape d'arase étanche diminuée en surface de réalisation.
- Modification pour adaptation de chantier selon demande du Maître d'Œuvre (- **7 350.71 € HT non révisables**) :
 - Prestations omises par l'économiste (dalle parvis sud, réhausse acrotère enduit, cloisonnement en aggro sanitaires/buvette, tresse coupe-feu JD office, bouchement 2 ventilations pignon nord, sortie de ventilation VS coursive technique, agrandissement ouverture entre office et salle polyvalente) ;
 - Démolition chape au R+1 dans hall d'accueil ;
 - Prestations supprimées, modifiées ou diminuées (structure patio, Reprise en Sous-Œuvre (RSO) sanitaires, mur en béton armé au R+1, dalle de couverture, mur en aggro au R+1, jardinière béton parvis est, drainage des murs périphériques de l'extension, RSO vers circulation 5, sciage des dallages et mise en place de nouveaux regards).
- Modification pour adaptation de chantier selon demande du Maître d'ouvrage (- **649.35 € HT non révisables**) :
 - Isolation des longrines de l'extension ;

- Suppression du banc prévu au marché sur le parvis est.
(Soit des modifications pour un montant de - 7 449.06 € HT).

Le marché se trouve ainsi modifié :

Montant du marché initial : 377 000.00 € HT.

Avenant n° 1 approuvé le 25/02/2022 : + 6 590.10 € HT

Proposition d'avenant n° 2 : - 7 449.06 € HT

Montant du marché rectifié : 376 141.04 € HT

- **Lot n° 3 Démolitions désamiantage**

Titulaire : Sas CHIAVERINA - 535 Rue du Pontet - COMMELLE-VERNAY

- Modification des quantités suite à la vérification des métrés par le Maître d'Œuvre (- 1 021.69 € HT non révisables) ;
- Modification introduite suite à la découverte du fait que les dallages étaient en réalité des chapes et à l'imbibition d'eau dans les doublages (- 148.21 € HT non révisables) ;
- Moins-values basées sur l'intervention de Maîtrise d'ouvrage sur les diverses déposes effectuées par ses soins (- 545.00 € HT non révisables).

(Soit des modifications pour un montant de - 1 714.90 € HT).

Le marché se trouve ainsi modifié :

Montant du marché initial : 67 312.47 € HT

Proposition d'avenant n° 1 : - 1 714.90 € HT

Montant du marché rectifié : 65 597.57 € HT

- **Lot n° 5 Isolation thermique par l'extérieur et RPE**

Titulaire : ASTEN - 543 rue Georges Sand - CS 20104 - ZI Molina la Chazotte - 42350 LA TALAUDIERE

- Modifications suite aléas de chantier (+ 122.21 € HT révisables) :
 - ITE + RPE sur linteau en béton armé
- Modification pour adaptation de chantier selon demande du Maître d'Œuvre (- 2 872.24 € HT révisables + 2 751.77 € HT non révisables) :
 - ITE sur coursive technique du gymnase et des jardinières non réalisées (changement de technique) ;
 - Traitement des joints de dilatation ;
 - Fourniture et pose d'un rail de départ prélaqué ;
 - Fourniture et mise en œuvre d'un enduit mince ;
 - Réalisation d'une isolation enterrée (jardinière) et d'une peinture sur le bandeau bas du gymnase.
- Modification pour adaptation de chantier selon demande du Maître d'ouvrage (+ 885.45 € HT révisables + 985.06 € HT non révisables) :
 - Réalisation d'un RPE sur le bandeau de l'extension.

(Soit des modifications pour + 1 872.25 € HT).

Le marché se trouve ainsi modifié :

Montant du marché initial : 118 269.01 € HT

Proposition d'avenant n°1 : + 1 872.25 € HT

Montant du marché rectifié : 120 141.26 € HT

- **Lot n° 6Bis Brises soleil métalliques**

Titulaire : VERVAS METAL - 178 Rue de Charlieu - 42300 ROANNE.

- Modifications suite aléas de chantier (+ 890.00 € HT non révisables) :
 - Reprise de l'habillage de protection des 2 cheminées de la chaufferie.

- Modification pour adaptation de chantier selon demande du Maître d'Œuvre
(+ 5 393.75 € HT non révisables) :
 - Habillage du totem en tôle perforée blanche ;
 - Habillage du coffret de prises de la buvette ;
 - Pose d'une tôle thermolaquée en bardage des pignons du gymnase ;
 - Pose d'une couvertine de protection du muret du parvis nord ;
 - Garde-corps pour places PMR dans le gymnase ;
 - Remplacement de la vitre cassée d'un garde-corps du gymnase.

(Soit des modifications pour + 6 283.75 € HT).

Le marché se trouve ainsi modifié :

Montant du marché initial : 143 427.00 € HT

Proposition d'avenant n° 1 : + 6 283.75 € HT

Montant du marché rectifié : 149 710.75 € HT

• Lot n° 7 Etanchéité Zinguerie

Titulaire : Sas DOMINGUES - 260 rue Michel Rondet - 42153 RIORGES

Modification pour adaptation de chantier selon demande du Maître d'Œuvre (- 5 434.24 € HT non révisables) :

- Suppression de l'étanchéité prévue au marché sur l'auvent du parvis sud ;
- Modification de la descente d'eau pluviales du mur rideau du parvis nord.

(Soit des modifications pour - 5 434.24 € HT).

Le marché se trouve ainsi modifié :

Montant du marché initial : 319 596.46 € HT.

Avenant n° 1 approuvé le 25/02/2022 : - 5 929.81 € HT

Proposition d'avenant n° 2 : - 5 434.24 € HT

Montant du marché rectifié : 308 232.41 € HT

• Lot n° 10 Menuiseries bois-Agencement

Titulaire : CREA BOIS - ZA Les Plaines - 42120 PARIGNY

- Modification pour adaptation de chantier selon demande du Maître d'Œuvre (+ 317.26 € HT révisables + 7 421.22 € HT non révisables) :
 - Plinthes bois supplémentaires dans rangement extension, buvette R+1, gradins, déambulatoire ;
 - Plinthes bois en moins dans la salle polyvalente et local matériel 01 ;
 - Portes et trappes de visite supplémentaires ;
 - Bouchement en ossature bois triangle salle polyvalente et gymnase ;
 - Tablette sous mur rideau du gymnase ;
 - Encoffrement tuyaux dans le déambulatoire du gymnase ;
 - Pose de barillets de chantier ;
 - Boîtes à rideau.
- Modification pour adaptation de chantier selon demande du Maître d'ouvrage (- 119.60 € HT révisables + 514.57 € HT non révisables) :
 - Suppression du châssis vitré CF 1/2h donnant sur la salle de gymnastique ;
 - Dépose repose du triptyque dans le gymnase ;
 - Complément de 46 cylindres pour l'organigramme des clés ;
 - Complément pour une barre antipanique ;
 - Complément pour poignées au dos des barres antipanique.

(Soit des modifications pour + 8 133.45 € HT).

Le marché se trouve ainsi modifié :

Montant du marché initial : 190 000.00 € HT

Proposition d'avenant n° 1 : + **8 133.45 € HT**

Montant du marché rectifié : 198 133.45 € HT

• **Lot n° 11 Plâtrerie Peinture**

Titulaire : CHRISDECOR - Les Guérins - 42120 LE COTEAU

- Modifications suite aléas de chantier (**+3 836.10 € HT révisables + 705.42 € HT non révisables**) :
 - Réfection cloisons en mauvais état ;
 - Application d'un égalisateur minéral sur les prémurs de l'extension (prise en charge à 25 % par la collectivité, 25 % MOE, 50 % titulaire lot 2).
- Modification pour adaptation de chantier selon demande du Maître d'Œuvre (**- 194.70€ HT révisables -374.83 € HT non révisables**) :
 - Plafond local laveuse R+1 ;
 - Cloisonnement et finition omis sanitaires extérieurs ;
 - Peinture des plinthes bois supplémentaires du lot 10 ;
 - Peinture non réalisée sous faïences et protections murales SPM ;
 - Laque satinée sur portes et embrassures supplémentaires du lot 10 ;
 - Peinture verrière conservée dans la noue du gymnase ;
 - Suppression finition "color hall" du plafond de la salle polyvalente ;
 - Isolation autour d'une descente d'eaux pluviales hall d'accueil ;
 - Enduits frisés sur murs préau accès chaufferie.
- Modification pour adaptation de chantier selon demande du Maître d'ouvrage (**+ 1 202.93 € HT révisables**) :
 - Dépose repose de l'œuvre d'art fixé au mur ;
 - Peinture de propreté murs et plafonds locaux rangements 1 et 2 RDC.

(Soit des modifications pour + 5 174.92 € HT).

Le marché se trouve ainsi modifié :

Montant du marché initial : 265 569.88 € HT

Proposition d'avenant n° 1 : + **5 174.92 € HT**

Montant du marché rectifié : 270 744.80 € HT

• **Lot n° 12 Carrelages Faïences**

Titulaire : Sarl André PEREZ - 120 ZA des Auges - 42460 COUTOUVRE

- Modification suite aléas de chantier (**+ 1 000.00 € HT non révisables**) :
 - Reprise des chapes existantes au R+1 suite à la démolition des cloisons.
- Modification pour adaptation de chantier selon demande du Maître d'Œuvre (**- 8 052.83 € HT révisables**) :
 - Supplément carrelage mural derrière la tuyauterie des douches ;
 - Suppression des plinthes dans les locaux faïencés ;
 - Carrelage dans le local ménage ;
 - Suppression du carrelage et des plinthes dans la buvette au R+1 réalisée en sol souple.
- Modification pour adaptation de chantier selon demande du Maître d'ouvrage (**+ 1 060.02 € HT révisables**) :
 - Dépose repose de l'œuvre d'art fixé au mur ;
 - Peinture de propreté murs et plafonds locaux rangements 1 et 2 RDC.

(Soit des modifications pour - 5 992.81 € HT).

Le marché se trouve ainsi modifié :

Montant du marché initial : 153 641.71 € HT.
Avenant n° 1 approuvé le 25/02/2022 : +1 471.73 € HT
Proposition d'avenant n° 2 : - **5 992.81 € HT**
Montant du marché rectifié : 149 120.63 € HT

• **Lot n° 13 Sols Souples**

Titulaire : Sarl AUBONNET et Fils - 794 Rue de Charlieu - 69470 COURS LA VILLE

- Modification suite aléas de chantier (+ **2 662.00 € HT non révisables** - **177.23 € HT non révisables**) :
 - Forme de pente pour différence de niveau suite à la dépose du parquet sous les gradins ;
 - Chape CEGEFOND NS en remplacement des chapes de mauvaise qualité au R+1 ;
 - Suppression du ragréage dans les sanitaires du R+1 réalisés en carrelage par le lot 12.
- Modification pour adaptation de chantier selon demande du Maître d'Œuvre (-**7 389.79 € HT révisables**) :
 - Remplacement du TARALAY PREMIUM COMPACT prévu au marché par un CREATION 70 ;
 - Plinthes prévues en PVC réalisées en bois par le lot 10 ;
 - Tapis prévus encastrés remplacés par des tapis plombés ;
 - Suppression sols souples CTA R+1 prévus au marché ;
 - Réalisation sols souples buvette R+1 au lieu du carrelage prévus au lot 12.
- Modification pour adaptation de chantier selon demande du Maître d'ouvrage (- **11 157.99 € HT révisables** + **4 808.80 € HT non révisables**) :
 - Dépose du parquet du gymnase (réalisée par les agents municipaux) ;
 - Fourniture et pose de sols souples dans les locaux matériel 1 et 2 au R+1 ;
 - Remplacement des ancrages de gymnastique dans le gymnase.

(Soit des modifications pour - 11 254.20 € HT).

Le marché se trouve ainsi modifié :
Montant du marché initial : 122 687.01 € HT
Proposition d'avenant n° 1 : - **11 254.20 € HT**
Montant du marché rectifié : 111 432.81 € HT

• **Lot n° 14 Equipements sportifs**

Titulaire : FOOGA Sas - 73 Rue Paul et Marc Barbezat - 69150 DECINES CHARPIEU.

- Modification pour adaptation de chantier selon demande du Maître d'ouvrage (- **6.12 € HT révisables**) :
 - Dépose et pose des cibles de tir à l'arc (réalisée par les agents municipaux) ;
 - Remplacement du tableau d'affichage des scores prévu en GRUNENWALD dans l'offre marché de l'entreprise par du matériel BODET.

(Soit des modifications pour - 6.12 € HT).

Le marché se trouve ainsi modifié :
Montant du marché initial : 21 211.91 € HT
Proposition d'avenant n° 1 : - **6.12 € HT**
Montant du marché rectifié : 21 205.79 € HT

• **Lot n° 15 Ascenseur**

Titulaire Loire Ascenseurs Sas - ZA de Montmartre - 22 Rue du puits Rochefort - 42100 SAINT-ETIENNE

- Modification pour adaptation de chantier selon demande du Maître d'ouvrage (+ **392.00 € HT non révisables**) :

- Fourniture et pose de contacts à clés sur les paliers.

(Soit des modifications pour + 392.00 € HT).

Le marché se trouve ainsi modifié :

Montant du marché initial : 18 000.00 € HT

Proposition d'avenant n° 1 : + **392.00 € HT**

Montant du marché rectifié : 18 392.00 € HT

- **Lot n° 17 Electricité**

Titulaire : CEME Centre Est - 9 Rue de Prétin - BP 9002 - 71120 CHAROLLES

- Modification pour adaptation de chantier selon demande du Maître d'Œuvre **(- 225.13 € HT non révisables)** :
 - Harmonisation des luminaires dans les vestiaires et les douches ;
 - Ajout et suppression des luminaires extérieurs ;
 - Raccordement alimentation des moteurs des paniers de basket.
- Modification pour adaptation de chantier selon demande du Maître d'ouvrage **(+ 2 037.11 € HT non révisables)** :
 - Alimentation d'un lave-vaisselle et d'une hotte dans la salle de convivialité ;
 - Ajout d'un détecteur volumétrique dans la salle polyvalente, d'un contact de porte dans le gymnase et d'une caméra sur le parvis ouest ;
 - Complément à l'installation prévue dans la salle polyvalente pour sonorisation du hall d'accueil.

(Soit des modifications pour + 1 811.98 € HT).

Le marché se trouve ainsi modifié :

Montant du marché initial : 196 943.77 € HT.

Avenant n° 1 approuvé le 25/02/2022 : + 4 052.36 € HT

Proposition d'avenant n° 2 : + **1 811.98 € HT**

Montant du marché rectifié : 202 808.11 € HT

- **Lot n° 18 Plomberie sanitaire/Chauffage/Ventilation**

Titulaire : Ets CL DESBENOIT - 31 Bld des Etines - 42120 LE COTEAU

- Modification pour adaptation de chantier selon demande du Maître d'Œuvre **(- 6 311.56 € HT non révisables)** :
 - Suppression des prestations de l'article 1.11 (descentes d'eaux pluviales) en doublon avec le lot 7.
- Modification pour adaptation de chantier selon demande du Maître d'ouvrage **(+ 1 116.71 € HT non révisables)** :
 - Ajout de robinets de puisage dans les vestiaires de foot et WC extérieurs ;
 - Ajout d'attentes pour 2 fontaines à eau (accès gymnase et hall d'accueil R+1) ;
 - Installation d'une cuvette WC pour enfants dans les WC sportifs du gymnase ;
 - Remplacement des urinoirs stalles prévus au marché par des urinoirs bols dans les sanitaires extérieurs ;
 - Attentes (eau + évacuation) pour l'installation d'un lave-vaisselle dans la salle de convivialité.

(Soit des modifications pour - 5 194.85 € HT).

Le marché se trouve ainsi modifié :

Montant du marché initial : 490 000.00 € HT

Proposition d'avenant n° 1 : - **5 194.85 € HT**

Montant du marché rectifié : 484 805.15 € HT

La mise en œuvre de ces modifications de travaux entraîne une diminution globale sur l'opération de travaux de **- 2 312.35 € HT dont + 7 234.38 € HT pour les avenants approuvés en février 2022 et - 9 546.73 HT par avenants proposés ce jour.**

En réponse à une question de M. BARRIQUAND, M. le Maire explique qu'il s'agit là des derniers avenants, sauf pour le lot 6 charpente métallique qui pose problème.

M. BARRIQUAND souhaite connaître la date de fin de chantier et la date d'ouverture de cet équipement. M. le Maire lui précise donc que la livraison au public est prévue le 7 novembre prochain sauf aléas de chantier et l'inauguration le 26 novembre prochain.

M. GODOT ajoute pour terminer que la commission de sécurité doit passer le 7 octobre 2022 à 14h.

M. MICHAUD précise qu'il ne prend pas part au vote.

A l'unanimité, le Conseil Municipal :

➤ **APPROUVE** les avenants au marché alloti de travaux dans le cadre de la réhabilitation et l'extension du Centre Omnisports Paul Desroches à passer avec les entreprises suivantes :

- Lot n° 1 VRD Espaces verts : **EUROVIA DALA**, avenant n° 1 pour un montant de + **3 827.71 € HT** ;
- Lot n° 2 Gros œuvre : **SAS CARBON LAMBERT**, avenant n° 2 pour un montant de - **7 449.06 € HT** ;
- Lot n° 3 Démolition désamiantage : **Sas CHIAVERINA**, avenant n° 1 pour un montant de **1 714.90 € HT** ;
- Lot n° 5 Isolation thermique par l'extérieur et RPE : **ASTEN**, avenant n° 1 pour un montant de + **1 872.25 € HT** ;
- Lot n° 6Bis Brises soleil métalliques : **VERVAS METAL**, avenant n°1 pour un montant de + **6 283.75 € HT** ;
- Lot n° 7 Etanchéité Zinguerie : **Sas DOMINGUES**, avenant n° 2 pour un montant de - **5 434.24 € HT** ;
- Lot n° 10 Menuiseries bois-Agencement : **CREA BOIS**, avenant n° 1 pour un montant de + **8 133.45 € HT** ;
- Lot n° 11 Plâtrerie peinture : **CHRISDECOR**, avenant n° 1 pour un montant de + **5 174.92 € HT** ;
- Lot n° 12 Carrelages Faïences : **Sarl André PEREZ**, avenant n° 2 pour un montant de **5 992.81 € HT** ;
- Lot n° 13 Sols souples : **Sarl AUBONNET**, avenant n° 1 pour un montant de - **11 254.20 € HT** ;
- Lot n° 14 Equipements sportifs : **FOOGA Sas**, avenant n° 1 pour un montant de - **6.12 € HT** ;
- Lot n° 15 Ascenseur : **Loire Ascenseurs Sas**, avenant n° 1 pour un montant de + **392.00 € HT** ;
- Lot n° 17 Electricité : **CEME Centre Est**, avenant n° 2 pour un montant de + **1 811.98 € HT** ;
- Lot n° 18 Plomberie sanitaire, Chauffage, Ventilation : **Ets CL DESBENOIT**, avenant n° 1 pour un montant de - **5 194.85 € HT**.

➤ **AUTORISE** Monsieur le Maire ou son représentant à signer les avenants afférents ainsi que toutes pièces nécessaires à cet effet.

FINANCES

6. BUDGET PRINCIPAL EXERCICE 2022 – DEMANDE D'ADMISSION EN NON VALEUR DE PRODUITS IRRECOUVRABLES (Rapporteur : Eric PEYRON)

Par courrier en date du 18 mai 2022, le Chef de Service de Gestion Comptable (SGC) Loire Nord a sollicité l'admission en non-valeur d'un titre de recettes émis sur le budget principal, à la suite de l'impossibilité pour lui d'en recouvrer le produit concerné.

Il s'agit du titre de recette n° 49 émis sur l'exercice 2019 pour un montant de 350,00 € dans le cadre de la location de la salle des fêtes des Tuileries.

Le motif de la présentation en non-valeur est *la carence*.

En réponse à une question de M. BARRIQUAND, M. le Maire précise que ce non-paiement est le fait d'un particulier et non pas d'une association.

A l'unanimité, le Conseil Municipal :

- **ACCEDE** à la demande du Chef de Service de Gestion Comptable (SGC) Loire Nord
- **ADMET** en non-valeur le titre de recette référencé n° 49/2019 émis sur le budget Principal pour un montant de 350,00 €
- **DIT** que la dépense résultant de cette décision sera imputée à l'article 6541 - créances admises en non-valeur du budget principal, exercice 2022.

7. BUDGET RESTAURANT SCOLAIRE EXERCICE 2022 – DEMANDE D'ADLISSION EN NON-VALEUR DE PRODUITS IRRECOUVRABLES (Rapporteur : Eric PEYRON)

Par courrier en date du 23 mai 2022, le Chef de Service de Gestion Comptable (SGC) Loire Nord a sollicité l'admission en non-valeur d'un titre de recettes émis sur le budget annexe du restaurant scolaire, à la suite de l'impossibilité pour lui d'en recouvrer le produit concerné.

Il s'agit du titre de recette n° 190 émis sur l'exercice 2019 pour un montant de 21,80 € dans le cadre de la participation des familles au financement du service de restauration.

Le motif de la présentation en non-valeur est « *Reste à réaliser inférieur au seuil de poursuite & Combinaison infructueuse d'actes* ».

A l'unanimité, le Conseil Municipal :

- **ACCEDE** à la demande du Chef de Service de Gestion Comptable (SGC) Loire Nord
- **ADMET** en non-valeur le titre de recette référencé n° 190/2019 émis sur le budget Restaurant scolaire pour un montant de 21,80 €
- **DIT** que la dépense résultant de cette décision sera imputée à l'article 6541 - créances admises en non-valeur du budget de l'exercice 2022 du restaurant scolaire.

URBANISME – FONCIER - ENVIRONNEMENT

8. INFORMATION DU CONSEIL MUNICIPAL SUR LES DECLARATIONS D'INTENTION D'ALIENER (DIA) ET SUR L'EXERCICE DU DROIT DE PREEMPTON (Rapporteur : Serge PRALAS)

Conformément à l'article L 2122-23 du Code Général des Collectivités Territoriales, M. Le Maire rend compte au Conseil Municipal des décisions communales relatives à l'exercice des droits de préemption définis par le Code de l'Urbanisme, en vertu de la délégation reçue du Conseil Municipal en la matière.

Depuis l'information donnée lors du Conseil Municipal du 5 juillet 2022, le droit de préemption urbain n'a pas été exercé par la commune pour les Déclarations d'Intention d'Aliéner (DIA) suivantes :

Référence cadastrales	Adresse	Superficie	Désignation du bien	Décision de non-préemption
AL 6	271 route de Briennon	895 m ²	Bâti sur terrain propre	9 juin 2022
AM 463	Rue Alexandre Dumas	109 m ²	Non bâti	9 juin 2022
AL 310, AL 311, AL 312, AL 328, AL 329, AL 330, AL 331, AL 332, AL 315, AL 324,	9001 rue François Mitterrand - Billodièrre Nord 32 et 34 rue Olympe de Gouges	1 085 m ²	Bâti sur terrain propre	9 juin 2022
AK 200 et AK 188	4 rue Jean Mermoz et rue Antoine St-Exupéry	5 871 m ²	Bâti sur terrain propre	9 juin 2022
AO 107	18 rue Jean Bailly	791 m ²	Bâti sur terrain propre	10 juin 2022
AK 226	76 route de Briennon	428 m ²	Bâti sur terrain propre	10 juin 2022
AM 51	20 rue Lamartine	497 m ²	Bâti sur terrain propre	15 juin 2022
AN 21	48 rue Alphonse Daudet	844 m ²	Bâti sur terrain propre	15 juin 2022
AO 12	18 rue Marcel Proust	700 m ²	Bâti sur terrain propre	4 juillet 2022
BC 224, BC 230 et BC 231	11 rue du Ravaté	1 217 m ²	Bâti sur terrain propre	4 juillet 2022
AP 163	32 rue Théophile Gautier	640 m ²	Bâti sur terrain propre	4 juillet 2022
AN 386 et AN 387	3 rue François Villon 70 rue Anatole France	3 021 m ²	Bâti sur terrain propre	6 juillet 2022
AN 21	48 rue Alphonse Daudet	844 m ²	Bâti sur terrain propre	7 juillet 2022

M. PRALAS précise que cette présentation concerne les mouvements classiques d'urbanisme pour lesquels la commune pourrait préempter. Il ajoute qu'à l'inverse, en zones économiques, les DIA sont transmises à Roannais Agglomération car l'Agglomération qui peut préempter.

Mme ROUCHON s'interroge sur l'implantation de l'entreprise SFAM. En réponse, M. le Maire lui explique qu'il reste l'acte à passer devant notaire.

Le Conseil Municipal prend acte de la présentation des décisions communales détaillées ci-dessus.

9. OPERATION DES SABLES – APPROBATION CONVENTION SUR LES FUTURES MODALITES DE GESTION DES OUVRAGES ENTRE LA VILLE DE MABLY ET ALLIADE HABITAT (Rapporteur : Serge PRALAS)

Dans le cadre de l'urbanisation et de l'aménagement de son territoire, la commune de Mably s'est dotée d'un guide pratique de l'aménagement, approuvé par délibération du 28 octobre 2016, ayant pour objet de regrouper au sein d'un même document les conditions qui seront imposées à l'aménageur en cas de sollicitation de ce dernier pour que la commune récupère les espaces communs du projet dans son patrimoine.

Les équipements concernés en tant qu'espaces communs sont les suivants :

- Voirie et ses ouvrages ;
- Réseaux des concessionnaires ;
- Espaces verts ;
- Cheminements piétons.

En effet, le passage des espaces communs d'un projet d'ensemble dans le domaine public n'est pas automatique, mais peut être sollicité par l'aménageur en fin de travaux. La commune se réserve le droit d'accepter ou non la rétrocession des espaces en question, en fonction du respect des engagements de l'aménageur fixés par la présente convention.

Alliade Habitat a déposé un permis d'aménager PA N° 04212722M0001 le 22 juin 2022 en vue de réaliser 47 à 51 logements neufs sur les parcelles AO 331 et AO 413, d'une superficie totale de 15 578 m², situées route de Briennon à l'arrière du lotissement des Oréades à Mably, en zones Uc et Uci du PLU actuellement en vigueur.

Ce projet prévoit :

- Une offre diversifiée de logements neufs ;
- L'aménagement d'espaces verts, de cheminements piétons et des abords des constructions ;
- La réalisation des réseaux d'assainissement, d'adduction d'eau potable, de télécommunication, d'électricité et d'éclairage public ;
- La réalisation d'une voirie principale traversante avec trottoir, qui sera financée par la commune, conformément à la convention de participation financière exceptionnelle approuvée par délibération du 25 mars 2022 ;
- La réalisation d'une impasse avec trottoir propre à ladite opération ;
- La réalisation d'aires de stationnement, d'aire de présentations des bacs de tri et de déchets ménagers.

Dans ce cadre, Alliade Habitat a fait une demande, par courrier le 22 juin 2022, de rétrocession de la voirie principale dans le domaine public communal.

La présente convention a pour objet de définir les modalités de conception, de réalisation, de suivi des travaux et de réception des espaces concernés, et de préciser les modalités futures de gestion des ouvrages réalisés, sans préjuger pour autant du classement ultérieur dans le domaine public.

Vu la délibération du 28 octobre 2016 approuvant le guide pratique de l'aménagement et son annexe,

Vu la délibération du 25 mars 2022 approuvant la convention de participation financière exceptionnelle pour la réalisation de la voirie principale de l'Opération des Sables,

Vu le permis d'aménager PA N° 04212722M0001 déposé le 22 juin 2022 par Alliade Habitat,

Considérant que la présente convention cadre les caractéristiques techniques des réalisations, fixe les modalités d'exécution des travaux, les modalités de suivi et de réception des travaux, définit la mise en service des réseaux et raccordement et précise la gestion future des équipements,

Considérant que la présente convention permettra d'étudier l'opportunité de classement dans le domaine public communal de la voirie principale, reliant la rue des Sorbiers et la route de Briennon et ses accessoires,

M. PRALAS précise que l'aménageur devra bien évidemment respecter la charte d'aménagement de la commune. En réponse à une question de M. BARRIQUAND, M. le Maire ajoute que ce sont les services municipaux qui veilleront à son respect lors des réunions de chantier qui se tiendront régulièrement.

A l'unanimité, le Conseil Municipal :

- **APPROUVE** la convention portant sur les futures modalités de gestion des ouvrages entre la ville de Mably et Alliade Habitat, maître d'ouvrage de l'opération les Sables et le plan d'aménagement ci-joint en annexe
- **AUTORISE** Monsieur le Maire ou son représentant à signer ladite convention ainsi que les pièces afférentes.

10. REHAUSSE DU TAUX DE LA PART COMMUNALE DE LA TAXE D'AMENAGEMENT A 5% SUR L'ENSEMBLE DU TERRITOIRE EXCEPTÉ SUR LES SECTEURS A VOCATION ECONOMIQUE – TAUX APPLICABLE AU 1^{er} JANVIER 2023 (Rapporteur : Serge PRALAS)

Vu le Code de l'Urbanisme et notamment son article L 331-14,

Vu le décret n° 2021-1452 du 4 novembre 2021 pris pour l'application des articles L 331-14 et L 331-15 du Code de l'Urbanisme,

Vu la délibération du 28 octobre 2011 instaurant la Taxe d'Aménagement sur le territoire communal, fixant le taux de la part communale à 4 % pour l'ensemble du territoire et décidant des exonérations facultatives,

Vu la délibération du 18 novembre 2014 exonérant les abris de jardins soumis à déclaration préalable,

Vu la délibération du 6 novembre 2015 instaurant la sectorisation de la Taxe d'Aménagement, en appliquant notamment un taux à 2 % sur les seuls secteurs à vocation économique du Plan Local d'Urbanisme (PLU) en vigueur à l'époque,

Vu la délibération du 28 octobre 2016 actualisant la sectorisation de la Taxe d'Aménagement au regard de l'approbation d'un nouveau PLU en date du 28 octobre 2016,

Vu la délibération du 20 octobre 2017 actualisant les secteurs économiques dans lesquels s'applique le taux communal de la Taxe d'Aménagement de 2 %,

Vu la délibération du 15 décembre 2021, revalorisant le taux de la Taxe d'Aménagement sur les zones à vocation économique à hauteur de 4 % sur les parcelles ci-après :

Section cadastrale	N° de parcelle
AE	162, 163, 164, 165, 166
AH	3, 51, 52, 53, 55, 57, 62, 63, 64, 65, 66, 67, 68, 70
AR	74, 75, 76, 100, 143, 150, 152, 201, 202, 239, 247, 249, 273 (en partie), 274, 275, 276, 280, 281, 282, 283,
AS	2, 3, 5, 6, 7, 8, 14, 29, 30, 31, 32, 33, 83, 85, 87, 97, 98, 106, 107, 121, 122, 123, 124, 125, 127, 144, 145, 161, 162, 164, 181, 182, 183, 192, 193, 195, 196, 197, 198, 199, 201, 203, 204, 207, 209, 212, 214, 215, 234, 235, 236, 237, 238, 240, 241, 242, 243, 244, 245, 247, 248, 249, 250, 252, 253, 264, 269, 271, 272, 273, 284 (en partie)

AV	8, 17, 18, 19, 20, 21, 22, 23, 24, 25, 26, 27, 34, 35, 36, 38, 49, 50, 51, 64, 71, 72, 76, 77, 78, 80
AX	14, 16, 17, 27, 28, 53, 54, 64, 71, 72, 74, 77, 78
AY	30, 52, 55, 56, 57, 58, 63, 65 (en partie), 68, 71, 73, 75, 80, 85 (en partie), 86, 87, 88, 105, 106
BH	2, 6, 8, 9, 11, 12, 13, 16, 18, 19, 20, 21, 22, 23, 24, 25, 26
C	3121, 3123, 3283, 3429, 3432, 3438, 3440, 3466, 3472, 3556, 3558, 3560, 3563, 3566, 3568, 3573, 3574, 3578, 3591, 3593, 3597, 3598, 3599, 3604, 3607, 3609, 3610, 3632, 3634, 3636, 3645, 3646, 3647, 3648, 3650, 3651, 3653, 3654, 3656, 3657, 3658, 3659, 3660, 3661, 3664, 3666, 3673, 3675, 3676, 3677, 3678, 3679, 3680, 3681, 3682, 3683, 3688, 3690, 3691, 3693, 3694, 3695, 3698, 3699, 3700, 3701, 3702, 3705, 3711, 3712, 3713, 3714, 3715, 3716, 3717, 3718, 3719, 3720, 3721, 3722, 3723, 3724, 3726, 3727, 3729, 3730, 3731, 3732
ZE	2 (en partie), 20, 22 (en partie), 25, 26, 27, 28, 29, 31, 32, 33, 34

Considérant que l'article précité du Code de l'Urbanisme prévoit que les communes peuvent fixer des taux différents dans une fourchette comprise entre 1 % et 5 % selon les aménagements à réaliser, par secteurs de leur territoire,

Considérant la raréfaction du foncier et les coûts inhérents à l'urbanisation sur le reste du territoire,

M. BARRIQUAND demande si la taxe d'aménagement s'applique pour des travaux de rénovation. M. PRALAS lui répond par la négative.

M. LACOTE souhaite savoir ce que cette hausse pourra générer comme recettes supplémentaires pour les finances communales. Le gain est estimé à environ 9 000 euros, à constructions constantes.

A l'unanimité, le Conseil Municipal :

- **ACTUALISE** le taux de la part communale de la Taxe d'Aménagement sur le reste du territoire à 5 %
- **PRECISE** que le plan de sectorisation de la Taxe d'Aménagement est annexé à la présente délibération
- **ANNEXE** au Plan Local d'Urbanisme, le plan de secteurs de la Taxe d'Aménagement mis à jour à titre d'information
- **MAINTIENT** le taux de la part communale de la Taxe d'Aménagement à 4 % sur les secteurs économiques, conformément à la délibération prise le 15 décembre 2021, et comme précisé sur le plan ci-joint
- **TRANSMET** la présente délibération et son annexe aux services fiscaux au plus tard le 1er jour du 2ème mois suivant son adoption
- **PRECISE** que la présente délibération et son annexe seront affichées en mairie.

11. CESSION LOCAL COMMERCIAL SITUÉ 9 PLACE VERDUN A LA SCI CNC – RETRAIT DELIBERATION n°20 DU 25 FEVRIER 2022 (Rapporteur : Robert GODOT)

La ville de Mably est propriétaire d'un tènement, dans un immeuble situé au n° 9 place Verdun, sur les parcelles cadastrées BD16, BD197 et BD198, dépendant d'une copropriété, conformément au règlement de la copropriété établi le 18 novembre 2005 et mis à jour les 19 et 20 janvier 2006 par Maître Roland TRAMBOUZE.

Ce bien est classé en zonage Ub (zone urbaine mixte du bourg) au Plan Local d'Urbanisme.

Le lot se situe en rez-de-chaussée constitué par un local à usage commercial comprenant un espace de vente, une réserve, un WC, d'une surface loi Carrez totale de 123,18 m² et d'un local extérieur abritant la climatisation réversible de 5,3 m².

En mars 2021, la ville avait été sollicitée par M. et Mme COMTE pour une éventuelle acquisition du local. Le projet consistait en l'agrandissement de la surface de l'activité d'esthéticienne de Mme COMTE, dont le local se situe à côté au n° 7 place Verdun, et en la création d'un logement.

C'est ainsi que France Domaine avait été consulté et avait établi le 28 avril 2021 l'estimation du bien d'un montant de 68 000 €.

Suite à un courrier de M. et Mme COMTE, en date du 21 septembre 2021, qui se sont constitués en SCI, une réunion avait été fixée le 25 octobre 2021 avec le Maire afin de définir un prix de vente qui avait été convenu à hauteur de 60 000 €, offre acceptée par courrier du 25 janvier dernier, dans l'objectif de favoriser le développement et l'extension de l'activité commerciale de Mme COMTE, déjà existante sur le Bourg de Mably.

Par la délibération n° 20 du 25 février 2022, le Conseil Municipal avait donc accepté cette vente aux conditions sus-énoncées, complétées par les conditions suspensives suivantes :

- L'obtention du prêt pour l'achat du bien et le financement des travaux ;
- L'obtention de différentes autorisations de travaux et permis de construire si besoin ;
- L'autorisation de la copropriété de faire une ouverture entre leur local actuel et le futur et tous autres travaux nécessaires.

Or, suite à un courrier en date du 9 août dernier, M. et Mme COMTE ont fait savoir qu'ils ne donnaient plus suite à leur projet dans le local pressenti et donc à l'acquisition du local communal, et ce pour des raisons personnelles.

Il est précisé qu'aucun compromis n'a été signé depuis la délibération du Conseil Municipal intervenue le 25 février 2022.

Selon les dispositions de l'article L 242-4 du Code des Relations entre le Public et l'Administration (CRPA), sur demande du bénéficiaire de la décision, l'administration peut, selon le cas et sans condition de délai, retirer une décision créatrice de droits, même légale, si son retrait n'est pas susceptible de porter atteinte aux droits des tiers et s'il s'agit de la remplacer par une décision plus favorable au bénéficiaire.

M. le Maire regrette ce désistement de M. et Mme COMTE car leur projet aurait permis de développer une activité dans le bourg.

A l'unanimité, le Conseil Municipal :

- **RETIRE** purement et simplement, à la demande des bénéficiaires, la délibération du Conseil Municipal n° 20 du 25 février 2022 approuvant la cession à la SCI CNC, représentée par M. et Mme COMTE Nicolas, domiciliée 217 Chemin de Saudet à Saint-Alban-Les-Eaux, du bien situé sur la parcelle BD16, BD197 et BD-198 au prix de 60 000 €, hors frais de notaire
- **NOTIFIE** à M. et Mme COMTE cette présente délibération.
- **TRANSMET** au notaire de la commune, étude Me GUITTON Loïc, située 1 rue Carnot - BP 56 - 42125 Le COTEAU CEDEX, la présente délibération.

PATRIMOINE – VOIRIE – SECURITE

12. USAGE DES APPUIS D'ECLAIRAGE PUBLIC EN BOIS OU EN BETON POUR L'ETABLISSEMENT ET L'EXPLOITATION D'UN RESEAU DE COMMUNICATIONS ELECTRONIQUES – APPROBATION CONVENTION AVEC ORANGE, LE SIEL-TE LOIRE ET LA COMMUNE DE MABLY (Rapporteur : Robert GODOT)

Orange a notamment pour activité le déploiement, l'installation et l'exploitation des équipements de réseaux de communications électroniques.

Orange s'est rapproché du SIEL-TE 42 afin de définir les modalités d'utilisation des appuis d'éclairage public, situés sur le domaine public, aux fins d'y déployer ses réseaux.

La convention a donc pour objet de définir les termes et conditions dans lesquelles la commune et le SIEL-TE 42 autorisent Orange à établir ou déployer, dans les conditions techniques et financières définies par la convention, un réseau de communications électroniques sur les éclairages publics de la commune, réseau dont Orange assurera ou en fera assurer l'exploitation.

La convention est approuvée pour une durée de vingt ans à compter de sa signature.

M. GODOT insiste sur le fait qu'il s'agit bien d'utiliser les mâts existants au lieu d'ajouter des poteaux supplémentaires.

En réponse à M. BARRIQUAND, M. le Maire précise que la validation de cette convention n'engendrera aucune recette pour la commune.

A l'unanimité, le Conseil Municipal :

- **APPROUVE** les termes de la convention entre Orange, le SIEL-TE 42 et la Ville de Mably
- **AUTORISE** Monsieur le Maire ou son représentant à signer tous les documents correspondants.

COHESION SOCIALE - CULTURE

13. EXPERIMENTATION ALSH TEMPS MERIDIEN ELEMENTAIRE PREVERT SEPTEMBRE 2022 / JUILLET 2023 – APPROBATION CONVENTION D'OBJECTIFS ET DE MOYENS AVEC LE CENTRE SOCIAL DE MABLY (Rapporteur : Eric PEYRON en l'absence de Mme VIGOGNE)

Dans le cadre du Bureau Municipal de la Commune de Mably du 1er avril 2021, le projet et la méthodologie de projet Accueil Collectif de Mineurs (ACM) périscolaire ont été validés à l'unanimité. Ce projet a pour objectif de développer la cohérence éducative en direction des enfants et des familles du territoire et s'inscrit pleinement dans le cadre de la convention de Projet Educatif de Territoire (PEDT) co-signée par la Commune de Mably, la CAF et les services de l'Etat, renouvelée en mars 2022 pour la période 2021-2024.

Le Conseil Municipal du 24 septembre 2021 a autorisé M. Le Maire à signer une convention d'objectifs et de moyens portant sur l'expérimentation de l'Accueil de Loisirs Sans Hébergement (ALSH) temps méridien, sur le site élémentaire Jacques Prévert pour la période de septembre 2021 à juillet 2022.

Le Centre Social de Mably (CSM) développe un projet d'intérêt général autour des missions définies par la Caisse Nationale d'Allocations Familiales (CNAF).

Dans le cadre de son projet familles, le CSM souhaite être en cohérence avec son territoire d'intervention et être au plus proche des familles mablyrotes.

Inscrit dans le PEDT de la commune, le CSM apporte son expertise, son savoir-faire pédagogique en étant l'organisateur de l'ALSH périscolaire sur le temps méridien de ce « projet pilote expérimental » conduit les lundis, mardis, jeudis et vendredis, de 11 H 30 à 13 H 30, en période scolaire.

En direction des enfants présents sur le site de l'école élémentaire Prévert, ce projet propose des objectifs pédagogiques qui s'articulent autour de 5 axes :

- Favoriser le bien être sur le temps du repas ;
- Favoriser le vivre ensemble autour des principes de citoyenneté, de laïcité ;
- Proposer un temps d'animation avant ou après le repas ;
- Le rôle des adultes dans le temps méridien ;
- Développer un travail de partenariat et de cohérence sur la question des temps méridiens.

Une évaluation continue, associant les enfants et l'ensemble des partenaires éducatifs, notamment par l'organisation de « commissions parents temps méridiens Prévert », a été menée tout au long de cette expérimentation.

Le premier Comité de Suivi relatif à cette expérimentation s'est réuni le 9 mai 2022. Ce comité a associé M. le Maire, Mme l'Adjointe à l'Education et à la Restauration scolaire, Mme la Conseillère Municipale référente aux conseils des écoles Jacques Prévert, Mme la directrice de l'école élémentaire Jacques Prévert, un membre de la collégiale du Centre Social de Mably, un représentant des parents et des techniciens de la commune et du Centre social de Mably.

Ce Comité de Suivi a validé une évaluation positive de ce partenariat et a préconisé une poursuite de ses modalités.

La Commission "Education - Restauration scolaire" du 1er juin 2022 a pris connaissance des préconisations du Comité de Suivi pour une poursuite de cette expérimentation, lors de l'année scolaire 2022/2023, et a également émis un avis favorable à la reconduction de cette action.

Le Bureau Municipal dans sa réunion du 1er septembre 2022 a validé le budget prévisionnel relatif au renouvellement de cette action au titre de l'année scolaire 2022/2023.

Par conséquent, il convient d'établir une nouvelle convention d'objectifs et de moyens relative au dispositif d'ALSH sur le temps méridien pour le site élémentaire Jacques Prévert au titre de la nouvelle période.

Le partenariat entre la commune de Mably et le CSM a pour objet l'organisation du temps méridien, de 11 H 30 à 13 H 30, les lundis, mardis, jeudis et vendredis sur la période de septembre 2022 à juillet 2023 sur le site de l'école élémentaire Prévert.

Il se concrétise par :

- Des temps de travail et de réflexion conjoint avec les agents communaux et les animateurs tout au long du projet ;
- La mise en œuvre et le suivi de l'Accueil Collectif de Mineurs (ACM) sur le temps méridien par le CSM du 1er septembre 2022 au 7 juillet 2023 inclus ;
- La mise en place d'une évaluation commune des actions réalisées en lien avec la commission parents temps méridien Prévert et le Comité de Suivi ;
- Le soutien de la Commune aux actions réalisées par le CSM et par l'attribution de moyens :
 - o Partenariat opérationnel sur l'accueil des enfants en lien avec les agents du service affaires scolaires ;
 - o Dans le cadre d'une convention de mise à disposition et entretien de locaux utiles à ces temps validés par le Conseil Municipal du 5 juillet 2022 ;
 - o Prise en charge des repas des animateurs ;
 - o Soutien financier à l'action.

L'organisation de l'ALSH sur le temps méridien par le CSM implique deux conditions pour que ce dernier puisse bénéficier de la Prestation de Service Ordinaire (PSO) ALSH de la C.A.F.

En premier lieu il est nécessaire pour le CSM de réaliser une déclaration ALSH auprès des services de l'Etat sur ces temps en se confortant à la législation en vigueur.

La CAF, d'autre part, demande une participation financière modulée de la part des familles qui peut être forfaitaire.

A ce titre, une participation des familles, répartie selon 6 tranches de quotient familial, et comprise entre 5,00 € et 15,00 € par enfant sera perçue par le CSM.

Les recettes prévisionnelles pour le CSM concernant cette cotisation sont estimées à 666,00 €.

L'adhésion au CSM permet d'adhérer à l'association, à son projet et donne accès à toutes les activités du centre social, y compris l'accueil des enfants en ALSH.

L'adhésion des familles comprise entre 5,00 € pour les mablyrots et 6,00 € pour les extérieurs sera perçue par le CSM. Les familles bénéficiaires de l'épicerie sociale sont exonérées de cotisation.

Les recettes prévisionnelles pour le CSM concernant les adhésions sont estimées à 370,00 €.

Les recettes pour le CSM, concernant la PSO ALSH de la CAF, sont estimées à 8 631,36 € pour un budget prévisionnel estimé en juin 2022 à 27 611,36 €, pour la période du 1er septembre 2022 au 7 juillet 2023 inclus, et pour une estimation prévisionnelle de 74 enfants fréquentant l'accueil.

La commune de Mably reste en charge pour sa part de la restauration scolaire. Le repas est facturé aux familles selon un tarif modulé par tranches de quotient familial.

Dans le cadre de la convention, le montant de la participation financière de la commune est de 17 944,00 € et se répartit de la sorte :

- 2 907,36 € relatif à la prise en charge des repas des animateurs ;
- 15 036,64 € de subvention plafonnée et affecté à l'ALSH du CSM.

Le règlement de cette subvention interviendra selon l'échéancier suivant :

- 50 % après validation du Conseil Municipal ;
- 30 % au cours du mois de mai 2023 ;
- Le solde de l'année N, sera déterminé après validation et vérification des comptes de résultat et du bilan qualitatif et quantitatif détaillé fourni par le CSM.

A l'unanimité, le Conseil Municipal :

- **ADOpte** les termes de la convention établie entre le Centre Social de Mably et la commune pour la période de septembre 2022 à juillet 2023
- **AUTORISE** Monsieur le Maire ou son représentant à signer ledit document
- **DIT** que les subventions afférentes seront payées selon les modalités de la convention aux crédits inscrits au Budget.

14. DOTATION CONCOURS PHOTOS 2022 (Rapporteur : Françoise PLOTTON)

La Commission Développement Culturel, Relations Internationales et Communication propose de reconduire en 2022 le Concours Photos amateur pour sa 42ème édition.

Cette manifestation a acquis une dimension nationale, voire internationale, de par l'origine des participants et la qualité des travaux reçus.

Le Concours Photos s'est concrétisé cette année encore par le biais de l'exposition à l'Espace de la Tour du 10 au 22 mai 2022, puis par l'exposition des lauréats à la Médiathèque Roannais Agglomération George Sand - MABLY du 14 juin au 25 juin 2022.

Afin de récompenser par une prime d'encouragement les meilleurs du Concours Photos, la commission vous propose de fixer le montant global de la dotation à 1 200 € pour le concours Photos.

Le club Phot'Objectif de Mably propose un an d'adhésion gratuite et un abonnement d'un an à une revue photos pour l'auteur de la meilleure photo jeune 16-25 ans.

A l'unanimité, le Conseil Municipal :

- **APPROUVE** le principe et le montant des primes à hauteur de 1 200 € pour le concours photos 2022
- **DIT** que les dépenses et les recettes seront affectées aux lignes correspondantes du budget 2022.

VIE ASSOCIATIVE

15. OCTROI DE DIVERSES SUBVENTIONS EXCEPTIONNELLES (Rapporteur : Karim BEN TAÏEB)

A l'unanimité, le Conseil Municipal VALIDE le versement des subventions exceptionnelles dont les montants sont notés ci-dessous, suite aux demandes reçues par la commune :

- Association « **Boule Sportive de Mably** » pour aide aux déplacements aux Championnats de France FFSB 2022 de Valence et de Brive-Charensac : **300 €**
- Association « **Amicale Laïque Arsenal** » pour aide à l'organisation du 90ème anniversaire de l'association les 24 et 25 septembre 2022 : **500 €**.

INFORMATIONS - LETTRES ET QUESTIONS DIVERSES

M. le Maire donne lecture de la lettre de remerciements de l'Etablissement Français du Sang suite à la dernière collecte réalisée sur la commune : 158 poches récoltées, soit la première collecte de la Région Auvergne Rhône Alpes.

Il fait également mention de la lettre de remerciements de la famille de l'agent Eric MALOSSE à l'occasion du décès de sa maman.

M. PRALAS annonce que la démolition a commencé dans le cadre du chantier impasse Martin Luther King, chantier qui est porté par OPHEOR.

M. BARRIQUAND souhaite en savoir plus concernant la vente de terrain à l'entreprise Luance dans la zone de Bonvert. M. le Maire explique que, compte tenu de la superficie de la parcelle visée, il faut en plus déclasser environ 4 000 / 5 000 m² de cheminements piétons pour vendre l'ensemble à Luance. Les démarches sont en cours. L'entreprise Luance devra donc, en contrepartie, recréer du cheminement piétons. Par ailleurs, le permis de construire déposé a été accepté par la commune : le projet comprend un peu plus de 5 hectares de bâtiments.

M. le Maire souhaite réagir suite aux publications récentes du groupe « 1 nouvel avenir pour Mably ». Il déclare : *« Je voudrais réagir aux publications du groupe "Un nouvel Avenir pour Mably", très prolixes cet été, tant sur les réseaux sociaux, que dans certaines boîtes aux lettres de nos concitoyens. Vous voulez susciter la peur en brandissant la menace de l'insécurité. Vous utilisez des arguments maintes fois avancés par l'extrême droite. Je ne répondrai pas point par point à ce tissu de fausses informations, voire de mensonges.*

Vous vous appuyez parfois sur des informations fournies par votre mentor, ou menteur, roannais, parfois sur des fake news relayées dans les réseaux sociaux datant de 2020.

Votre jeunesse peut expliquer votre manque de connaissances, mais en aucun cas votre malhonnêteté intellectuelle.

Encore une fois je vous demande à l'avenir, de vous exprimer au sein de notre assemblée et non pas sur un clavier à l'abri d'un écran.

Peut-être, ainsi, arriverons nous à tenir un débat constructif sans visées électorales. »

Pour terminer, M. le Maire rappelle à tous la venue du Sous-Préfet ce vendredi 30 septembre 2022.

L'ordre du jour étant épuisé, la séance est levée à 19 H 35.

Publié sur le site internet de la commune, sous huitaine après son approbation à la séance du Conseil Municipal du 8 novembre 2022. Dans le même délai, un exemplaire papier sera également mis à la disposition du public.

Le Maire,
Eric PEYRON.



Le Secrétaire de séance,
Robert GODOT.



